

EDITORIAL

Par
LAURENT JOFFRIN

Double défi

Voilà une expérience de décroissance dont on se serait bien passé. Depuis quelques années, grâce à une meilleure marche de l'économie, le chômage des jeunes régressait lentement, dans un pays où les créations d'emplois redevenaient enfin abondantes. Une meilleure insertion dans la société, un espoir de réduire la précarité imposée depuis des lustres aux générations arrivant sur le marché du travail, des projets de vie moins aléatoires et un pouvoir d'achat meilleur en début de carrière : l'avenir des moins de 25 ans s'éclaircissait peu à peu. Fin d'embellie. Le confinement général de la population vient détruire cette laborieuse amélioration. Toute au soulagement dispensé par le relâchement des contraintes sanitaires, la France ne mesure pas encore la violence du choc social qui l'attend. Si les prévisions du gouvernement se confirment, la production nationale se contractera de 11 % en 2020, du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Derrière l'abstraction du chiffre se cache la réalité trop concrète des plans sociaux, des restructurations douloureuses, du tarissement des offres d'emploi, du gonflement angoissant des inscrits à Pôle Emploi, de la détresse morale des recalés de l'emploi à la fleur de l'âge. On réclame des aides d'urgence, une extension du RSA aux jeunes générations, une généralisation du service civique : mesures utiles, mais aussi palliatifs. C'est le retour à une activité normale qui rétablira la situation. Les prestations sociales atténuent l'épreuve. Seul le travail permet de la surmonter. Ainsi, la croissance honnie par certains cercles reviendra en force dans l'esprit de l'opinion, comme une planche de salut. La même croissance, polluante, émettrice de CO₂, dangereuse pour la planète ? Pas forcément. En même temps que la relance, il faut organiser la reconversion des secteurs à l'empreinte carbone élevée, investir massivement dans les énergies renouvelables, dans l'isolation des bâtiments, dans les «mobilités douces»... Double défi pour les gouvernements, seul espoir tangible pour la «génération Covid». ♦

CHÔMAGE Coup d'arrêt pour les jeunes actifs

RÉCIT

Quel avenir pour les 700 000 nouveaux diplômés qui arrivent sur le marché du travail et pour les moins de 25 ans déjà à la recherche d'un emploi ? L'exécutif doit présenter un plan global avant l'été pour éviter une catastrophe sociale liée à la crise du Covid.

Par
FRANTZ DURUPT et
GURVAN KRISTANADJAJA
Photo **ALBERT FACELLY**

L'année 2020, celle de la «génération Covid»? L'expression commence à courir, jusqu'au sein de l'exécutif. Mercredi matin sur France Inter, l'historien Patrick Boucheron mettait en garde : «On ne peut pas se laisser désigner par une catastrophe, la jeunesse ne peut l'accepter. A eux de donner le nom du temps qu'ils ont vécu.» Quand bien même la formule serait contestable, la réalité qu'elle recouvre ne l'est pas : pour de nombreux jeunes, la mise en arrêt quasi généralisé de l'économie peut enrayer la propagation du nouveau coronavirus pourrait s'avérer la première étape d'un grand bond en arrière.

Lycéens, étudiants, jeunes travailleurs... Depuis près de trois mois, ces populations sont en première ligne dans la crise, selon qu'elles voient leurs études interrompues ou menacées, leurs diplômes dévalués ou leurs boulots supprimés – et parfois les trois à la fois. Si bien que les signes d'un choc se

multiplient. La hausse record du chômage en avril (+22,6 % de personnes inscrites en catégorie A) a été encore plus marquée chez les moins de 25 ans : ils étaient 149 800 de plus à n'avoir eu aucune activité durant le mois écoulé, soit une hausse de 29,4 %. De quoi donner un sévère coup d'arrêt à la baisse régulière du chômage chez les 15-24 ans, qui s'était rétracté de 24,7 % en 2015 à 19,6 % en 2019, selon l'Insee. Quant au secteur de l'intérim, qui repose en grande partie sur une main-d'œuvre jeune, il a plongé de 61 % en avril selon des chiffres de la fédération des entreprises du secteur. Ultime facteur aggravant : le durcissement des règles d'indemnisation du chômage, qui doit entrer en vigueur en septembre et va significativement affecter les jeunes précaires. Sur ce sujet, le ministère du Travail a fait un geste jeudi : il a annoncé l'ouverture de discussions avec les organisations patronales et syndicales à la mi-juin «pour voir quelles mesures doivent être adaptées pour tenir compte du contexte». Jusqu'où ? Mystère.

La jeunesse française n'est pas la seule concernée. Fin mai, l'Organisation internationale du travail lançait l'alerte, affirmant que «les jeunes sont les principales victimes des conséquences socio-économiques de la pandémie». Et l'agence de l'ONU d'évoquer une «génération du confinement» dont les vies professionnelles seront «marquées à jamais» par la période. Selon une étude réalisée par le Bureau international du travail, «plus d'un jeune sur six interrogés a arrêté de travailler depuis l'apparition du Covid-19». Quant à ceux qui ont gardé leur emploi, ils auraient vu leurs heures de travail chuter de 23 %.

«EFFET CICATRICE» La suite n'est guère rassurante : «Nous travaillons à des mesures fortes pour que cette crise économique n'ait pas de répercussions très dures sur toute une génération», admet Gabriel Attal, qui prépare avec Bruno Le Maire et Muriel Pénicaud un «plan global pour les jeunes» pour la fin juin. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse redoute un «effet cicatrice : un jeune qui connaît une entrée sur le marché du travail chaotique aura a priori un parcours de vie et une carrière plus chaotiques que les autres».

Du côté syndical, on a bien à l'esprit que la surreprésentation des jeunes dans les emplois précaires les place dans une situation dangereuse. «Ils seront la variable d'ajustement» des entreprises, anticipe Inès Minin, secrétaire nationale de la CFDT. Quant aux nouveaux diplômés, ils seront 700 000 à débarquer sur le marché du travail cette année alors même que les employeurs pourraient multiplier les plans sociaux.

La catastrophe peut-elle encore être évitée ? Jeudi, Emmanuel Macron et Edouard Philippe ont reçu à l'Élysée des discussions et présenter des premières mesures. Gabriel Attal évoquait mardi auprès de Libé la possibilité que l'Etat «cible des postes pour les jeunes» en investissant dans certains secteurs, comme la santé ou «la rénovation énergétique». Mais pour l'heure, le gouvernement s'en tient à des recettes classiques, avec notamment une nouvelle aide à l'apprentissage. Ce dernier avait atteint son plus haut niveau en 2019 avec presque 500 000 apprentis (+16 % en un an). L'objectif est désormais de continuer à l'encourager. Quelle que soit leur taille et jusqu'au 28 février, les

«Pendant les crises, ce sont les variables d'ajustement»

Antoine Dulin préside la commission Insertion et Jeunesse du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Il réclame l'extension du RSA aux moins de 25 ans ainsi qu'un grand plan de création d'emplois aidés, notamment dans le domaine environnemental. Les 18-24 ans risquent-ils d'être une «génération sacrifiée» dans la crise économique qui s'annonce ? Les jeunes sont les outsiders du marché de l'emploi. Quand ce marché se contracte, ils en deviennent les variables d'ajustement. Fin 2019, le taux de chômage des 18-24 ans était déjà de 18,9 % contre une moyenne de 8,4 % dans la population totale et on avait 1,8 million de jeunes qui étaient sans emploi ni formation. Depuis la fin du confinement, les signaux

sont très alarmants : il y a 65 % d'offres d'emploi en moins pour les jeunes sur le site de l'Apec. A Lyon, les missions locales ont enregistré une chute de 80 % des offres. Un jeune sur cinq vivait déjà sous le seuil de pauvreté : le confinement, avant cette nouvelle règle allait toucher 32 % des 18-24 ans. Ce sera beaucoup plus dans un avenir proche ! Toutes les catégories de jeunes vont-elles être touchées ? Avant le coronavirus, vous aviez déjà cinq fois plus de chômeurs parmi les non-diplômés. Ce que nous craignons aujourd'hui, c'est un effet cascade. Les emplois précaires vont se multiplier et on va assister



INTERVIEW

Le vrai problème dans les dernières réformes, c'est celle de l'assurance chômage, avec la nouvelle règle qui veut désormais qu'on cotise six mois, et non quatre, pour avoir droit au chômage. L'étude d'impact de la réforme par l'Unece montrait, avant le confinement, que cette nouvelle règle allait toucher 32 % des 18-24 ans. Ce sera beaucoup plus dans un avenir proche ! Toutes les catégories de jeunes vont-elles être touchées ? Avant le coronavirus, vous aviez déjà cinq fois plus de chômeurs parmi les non-diplômés. Ce que nous craignons aujourd'hui, c'est un effet cascade. Les emplois précaires vont se multiplier et on va assister



Réunion avec les partenaires sociaux

à l'Élysée sur la préservation de l'emploi et l'accompagnement des plus fragiles, jeudi.

à un phénomène de déclassement : des jeunes bac + 5 vont accepter des offres destinées à des bac + 3, et ainsi de suite. En fin de course, ce sont les plus précaires qui vont être pris en étau. Vous approuvez les mesures sur l'apprentissage ? Accroître l'effort budgétaire est une très bonne chose mais l'apprentissage ne répondra pas seul à une crise de cette ampleur. Il faut mettre le paquet sur les emplois aidés. Il faut un plan massif de soutien aux «parcours emploi compétences» (PEC). Ce sont des espaces d'insertion et de réalisation pour les jeunes. On peut cibler ces futurs PEC sur le social et la transition écologique : ce serait gagnant-gagnant pour toute la société. L'exécutif parle aussi de primes à l'embauche et d'élargir le service civique... Les primes à l'embauche ne sont acceptables que s'il est stipulé que c'est pour des emplois durables. Quant au service civique, c'est un excellent dispositif qu'il faut étendre. Mais ce n'est pas un outil d'insertion, c'est un dispositif d'encouragement à l'engagement des jeunes au service de l'intérêt général. Il ne doit pas être un palliatif à l'absence d'emplois. Le gouvernement refuse l'extension du RSA aux moins de 25 ans. Pourquoi est-ce une bonne solution selon vous ? Les jeunes de moins de 25 ans sans soutien familial sont les oubliés de notre protection sociale. Il n'existe aujourd'hui aucun filet de sécurité pour eux. Le gouvernement pense que ce n'est pas un horizon pour les jeunes. Mais le RSA n'est un horizon pour personne ! Qui peut vivre aujourd'hui avec 560 euros par mois ! Ouvrir le RSA permettrait aux jeunes de s'engager dans un parcours d'insertion sans se demander chaque jour comment ils vont manger et où ils vont dormir ! Mais il y a la «garantie jeunes», un parcours d'accompagnement vers l'emploi ou la formation avec une aide financière, qui fonctionne et que l'exécutif semble prêt à étendre ? Cette mesure a fait ses preuves, c'est vrai. Mais c'est un dispositif, et non un droit. Pour l'instant, sa durée est limitée à un an renouvelable six mois et elle est soumise aux aléas de stop and go budgétaire. Il faut se battre chaque année pour que le nombre d'allocataires soit maintenu. De plus, elle ne permet pas de lever tous les freins périphériques à l'emploi. Quand on recherche un logement, le propriétaire préfère une personne avec un RSA car il est solvable. Pareil pour les banques quand un jeune veut un crédit pour passer son permis. Étendre le nombre d'allocataires ne suffira pas. Si demain on dit que c'est un droit, que la durée n'est plus limitée et que l'Etat garantit la pérennité du dispositif avec une allocation du montant du RSA et finance l'accompagnement, alors peu importe son nom, RSA ou garantie jeunes, nous approuverons ! Recueilli par LAURE BRETTON

Suite de la page 3 exécutif de la confédération. *«L'apprentissage, c'est enlever le savoir commun, le français, les mathématiques, au profit de connaissances techniques»*, ajoute le syndicaliste de 31 ans.

«HORIZON»

Une idée semble en revanche mettre d'accord l'ensemble des syndicats : l'extension de l'accès au RSA aux moins de 25 ans. La mesure figure dans le «plan de sortie de crise» signé par une vingtaine d'organisations, dont le syndicat étudiant Unef, la CGT et l'union syndicale Solidaires. *«Ça serait une première réponse rapide»*, avance Eric Beynel, porte-parole de Solidaires. *«Mais il faut y ajouter des dispositifs d'accompagnement des jeunes dans un parcours d'insertion»*, prévient Inès Minin de la CFDT.

Côté politiques, la communiste Marie-George Buffet rappelait récemment que si *«le RSA n'est évidemment pas un horizon souhaitable ni pour les jeunes ni pour le reste de la population, il est un filet de survie dont nul ne devrait être exclu»*. Pourtant, et même si la proposition est défendue jusque dans la majorité, le gouvernement la rejette catégoriquement : *«Nous avons avec la garantie jeunes, mise en place pendant le quinquennat précédent, un excellent dispositif»*, justifie Gabriel Attal, qui plaide pour son *«extension massive»*. *«C'est un dispositif et non un droit»*, rétorque Antoine Dulin, membre du Cese chargé notamment des questions de jeunesse (*lire interview page 3*). Bref, le chantier ne fait que redémarrer. Et en la matière, *«il n'y a pas de solution miracle»*, reconnaît Michel Beaugas à FO. ◆



Louis, en fin de master à Nice. PHOTO LAURENT CARRÉ



Océane, en recherche d'emploi à Lille. PHOTO AIMÉE THIRION



Sylvain, détenteur d'une promesse d'embauche, à Lille. PHOTO AIMÉE THIRION



Vladimir, barman en quête d'emploi, à Bordeaux. PHOTO RODOLPHE ESCHER

«La compétition sera très rude entre jeunes diplômés»

Paroles inquiètes d'étudiants arrivant sur le marché du travail ou de néo-actifs déjà confrontés à la crise économique due au Covid-19.

Ne les appelez pas «génération Covid». Déjà abonnés aux stages à répétition, aux petits boulots et aux emplois précaires, ces jeunes actifs ou en fin d'études que *Libé* a interrogés n'avaient pas la naïveté de croire que le monde d'aujourd'hui leur déroulerait le tapis rouge d'une carrière ascendante, stable, passionnante, sécurisée, bien payée, toute tracée. Mais sans rêver à un avenir radieux, ils aspiraient, avec l'énergie et l'envie de la jeunesse, à une entrée de plain-pied dans la vie active, prêts à tout donner pour décrocher ou garder un premier emploi. Au moins en CDD, avant de viser le graal du CDI. Mais leur élan s'est heurté à l'épidémie de coronavirus, au confinement et à l'arrêt brutal de l'activité économique pendant près de trois mois. Certains ont perdu leur boulot pendant cette période surréaliste, d'autres, diplômé en poche, appréhendent leur arrivée sur un marché de l'emploi dévasté, au moment où le sinistre

cortège des plans sociaux ne fait que commencer sur fond de récession déjà annoncée à 11% pour 2020. Tous ont peur du chômage. Un mot qui ne devrait pas exister à l'âge de tous les possibles. Mais qui touchait déjà près de 20% des moins de 24 ans en France avant même le choc du Covid-19.

«C'est comme si nos diplômes ne valaient plus rien»

Elise, 24 ans, en fin de master d'études européennes à la Sorbonne-Nouvelle, à Paris

«Comme tous les ans, j'avais prévu de prendre un job d'été dans une banque pour mettre du beurre dans les épinars. Il y a deux semaines, l'établissement m'a annoncé qu'ils annulaient tous les contrats à cause de la crise sanitaire. Je me retrouve diplômée et au chômage à la fin du mois. Plus l'échéance approche, plus je panique. Aujourd'hui, je candidate à des CDD et CDI dans ma branche, c'est-à-dire management RH diversité, et à des jobs alimentaires en tout genre, comme les vendanges. Le problème, c'est que même pour ces emplois, il n'y a pas d'offre et les candidatures spontanées n'ont presque aucune chance d'aboutir. Toutes les entreprises que j'ai con-

tactées me répondent qu'elles ne recrutent plus en 2020, sauf peut-être en fin d'année. Le loyer, lui, n'attend pas décembre. «C'est démoralisant. Après cinq ans d'études, c'est comme si nos diplômes ne valaient plus rien. La compétition sera très rude entre jeunes diplômés, sans parler de tous les demandeurs d'emploi qui étaient déjà en recherche avant le confinement. Heureusement, l'université a accepté de nous conventionner jusqu'à décembre. Ce qui se profile dans mon cas, c'est un job alimentaire jusqu'en septembre puis un stage, je l'espère. Ce n'est vraiment pas ce qu'on imagine comme débuts dans la vie professionnelle après un master, mais je relativise, nous sommes tous en difficulté.»

«Mes exigences baissent au fil du temps»

Paul, 24 ans, consultant junior à Béziers, autoentrepreneur faute de mieux

«En février, j'ai posé ma candidature à un poste de consultant dans une agence de communication spécialisée dans l'événementiel. J'ai passé un entretien, puis des tests. Mais en mars, une semaine avant le confinement, la personne qui se chargeait du recrutement m'a annoncé, gênée, que j'avais bien réussi les

tests mais que l'agence renonçait à embaucher. Le groupe auquel l'entreprise appartenait sentait le vent tourner. Des contrats étaient remis en cause. J'ai repris mes recherches. D'habitude, il y a des offres assez nombreuses dans la com. Le roulement est très important sur ces postes. Mais là, pendant le confinement, il y avait de moins en moins de propositions.

«J'ai eu un entretien dans une agence de pub, mais ça ne correspondait pas tout à fait à mon profil et ils ne m'ont pas pris. Récemment, j'ai pris le statut d'autoentrepreneur pour essayer de travailler en freelance, parce que j'ai conscience que pour des grandes entreprises, ce n'est pas simple d'embaucher en ce moment. Puis ça me permettra de combler le vide qu'il pourrait y avoir sur mon CV. Malgré mes deux masters, un stage de six mois de chargé de relations presse et mon expérience de chargé de communication en alternance, mes exigences baissent au fil du temps. L'activité repart lentement et on est soumis à une concurrence plus rude qu'avant. Entre ceux qui arrivent avec leur diplôme et ceux qui ont perdu leur emploi, il y a du monde!»

«Le moral ça va, moins sur le plan financier»

Océane, 22 ans, bac pro réalisation de produits imprimés, en recherche d'emploi à Lille

«Le Covid, c'est la faillite. J'ai vécu cette période avec l'argent que j'avais mis de côté pour partir en vacances. Trois jours avant le confinement, mes allocations chômage se sont arrêtées. Il ne me manquait que trois jours de travail pour avoir droit à l'allocation de retour

à l'emploi. Je n'ai eu que quatre mois de chômage, pourtant j'ai travaillé un an et demi, mais que des petits boulots. J'ai un bac pro en réalisation de produits imprimés, mais j'ai dû tout de suite commencer à travailler, pas le choix. J'ai passé un diplôme d'auxiliaire de vie, je l'ai été quatre à cinq mois mais c'était trop dur mentalement et physiquement. Après, j'ai bossé en même temps à KFC et pour une entreprise de nettoyage, ensuite pour une boutique de vêtements et de chaussures de sport. Ils étaient prêts à me prendre en CDI mais j'ai eu un accident, j'ai été renversée par une voiture en sortant du travail, en novembre. J'ai été en arrêt maladie pendant une semaine, puis j'ai repris, mais c'était trop dur, j'avais le dos en compote. J'ai préféré démissionner. «Avec la mission locale, j'ai postulé pour le Leclerc qui va ouvrir à Millenium [*grand centre commercial lillois, ndr*]. Fin février, ils m'ont contactée pour la fin de la sélection. Depuis, plus de nouvelles. Pareil pour l'agence d'intérim qui m'a appelée deux jours avant le confinement pour une place chez Decathlon. Le moral, ça va, je sais me motiver seule, mais sur le plan financier, c'est pesant.»

«On a un bac + 5, mais il va falloir faire des sacrifices»

Louis, 26 ans, Nice, en fin de master droit du risque et développement durable «Je n'ai pas encore engagé de démarches concrètes pour trouver un emploi. Pour le moment, je fais de la veille mais quand je cherche sur Internet, je ne vois rien qui me corresponde. Je suis quasi-diplômé, il ne me reste plus qu'à rendre le mémoire. Avec mon master, je peux travailler dans une collectivité

ou dans le privé. Ça peut être de la gestion du risque naturel pour une mairie, travailler pour une assurance, dans une entreprise pour optimiser la politique sociale... C'est ouvert à l'imagination : les juristes s'adaptent à tous les domaines. Mais ce n'est pas un secteur où il est hyper simple de trouver un emploi. Il y a un phénomène de surclassement des diplômés et de non-gratification des stages. Et avec la crise sanitaire, les perspectives ne sont pas réjouissantes.

«Dans ma promo, à part ceux qui font un doctorat, la plupart s'interrogent sur leurs perspectives d'embauche. Les gens vont s'accrocher comme jamais au moindre emploi qu'ils vont trouver, quitte à faire des concessions. C'est inquiétant car on a tous fait des efforts dans nos études. On a un bac + 5 mais il va falloir faire des sacrifices. J'ai vu passer dans des médias le surnom de «génération Covid» ou de «génération maudite». Alors on se dit que ça va être très compliqué. J'ai mes parents qui peuvent m'aider. Ce sera plus compliqué pour d'autres étudiants qui devront prendre un job alimentaire. C'est tellement frustrant.»

«Pendant cette période, il fallait montrer sa volonté de travailler»

Sylvain, 24 ans, conseiller de vente à Lille, a une promesse d'embauche «Moi, ça m'a bouffé de rester confiné. Cela m'a bloqué dans des opportunités de travail. J'ai passé deux entretiens d'embauche juste avant le confinement, l'un le lundi l'autre le mardi, et les deux magasins étaient prêts à me prendre. Mais après l'annonce du Premier ministre, ni l'un ni l'autre ne m'ont donné de nou-

velles. J'ai passé une semaine à bien flipper. Cela faisait un an et demi que je cherchais du travail, en parallèle d'un projet pour monter ma propre entreprise : un site internet de prêt-à-porter féminin, avec des conseils personnalisés, pour ensuite créer ma propre marque. Je suis sorti en 2017 de l'Esmode de Roubaix, avec un diplôme en deux ans de designer de mode, mais comme c'était assez bouché, je me suis réfugié dans le domaine qui offrait un peu plus d'opportunités, la vente de détail. Pendant cette année et demie, je suis resté au chômage : les employeurs voyaient d'un mauvais œil le fait que je veuille créer mon entreprise. Alors ça m'angoissait que l'on puisse me dire "on ne te prend pas à cause du Covid, même si on t'a apprécié pendant l'entretien". «J'ai fini par aller chercher des nouvelles par moi-même, j'ai été jusqu'à Facebook pour retrouver les responsables des deux magasins. Pendant cette période, c'était bien, je pense, de montrer sa volonté de travailler. Je n'ai eu un retour que de Destock Jeans, et la responsable m'a signé une promesse d'embauche pendant le confinement. Je voulais être rassuré, elle a accepté avec gentillesse. J'attends maintenant ma prise de poste pour la fin juin.»

«J'avoue être complètement paumé»

Vladimir, 23 ans, a perdu son emploi de barman à Bordeaux

«Il y a encore trois mois, j'avais un CDI dans un bar à cocktails à Bordeaux. Mais le confinement est venu tout bousculer. Résultat, la saison reprend et moi, je me retrouve sans emploi, ni indemnités. J'avoue être complètement paumé. Avec mon diplôme en hôtellerie

et ma formation de barman, je travaille depuis 2016. Dans la restauration, c'est assez simple de trouver du travail d'habitude, il y a toujours du turnover. Ça faisait six mois que j'avais décroché un CDI et une connaissance m'a parlé d'un bon plan dans un hôtel à Bordeaux. J'ai passé un entretien et ils m'ont promis une embauche à l'oral début avril. Malgré le confinement. Ils m'ont assuré : *«On te met en chômage partiel et dès que les bars rouvrent, tu commences.»* J'ai donc donné ma démission. Ce n'était pas un coup de tête, c'est courant dans le milieu de bouger. Et surtout les conditions de salaire, les horaires et le cadre étaient bien meilleurs. Donc j'ai foncé. «Problème, Pôle Emploi n'a pas accepté le chômage partiel car je n'avais pas commencé mon nouveau job. Avec du recul, je regrette que l'employeur ne se soit pas mieux renseigné. Il m'a ensuite promis de me prendre en juin. J'ai espéré, mais la saison commence très lentement, ils n'ont pas besoin d'un saisonnier dans l'immédiat. Je ne leur en veux pas. J'ai l'impression d'avoir été au mauvais endroit au mauvais moment. Je relativise en me disant qu'il y a pire. Ils veulent me prendre dès que ça repartira, mais je ne peux pas me permettre d'attendre. J'ai mon loyer, un crédit, des factures à payer. Pas un jour sans que je ne dépose un CV. Mais je ne suis pas le seul. Je croise les doigts pour trouver rapidement car j'ai déjà puisé dans toutes mes économies et ça commence à être compliqué.»

PAULINE ACHARD, SOLANGE DE FRÉMINVILLE, JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD, ÉVA FONTENEAU, MATHILDE FRÉNOIS et STÉPHANIE MAURICE